



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
RÉUNION**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de l'Environnement  
de l'Aménagement et du Logement**

Saint-Denis, le 25 mai 2023

**ARRÊTÉ N° DEAL/SEB/UBIO/2023-45**

**de dérogation à une interdiction prévue à l'article L.411-2 du code de l'environnement, relative à la destruction ou l'enlèvement des œufs, la destruction, la capture ou l'enlèvement, le transport de spécimens d'espèces de reptiles terrestres protégées, dans le cadre du projet d'aménagement des "Jardins partagés" sur la commune du Tampon**

**LE PRÉFET DE LA RÉUNION**

**VU** le code de l'environnement et notamment les articles L.171-8, L.411-1, L.411-2, L.415-3, et les articles R.411-6 à R.411-14 ;

**VU** le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 modifié relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

**VU** l'arrêté ministériel du 17 février 1989 fixant la liste des espèces animales protégées dans le département de La Réunion ;

**VU** l'arrêté ministériel du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées ;

**VU** le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de Monsieur Jérôme FILIPPINI, préfet de la région et du département de La Réunion ;

**VU** l'arrêté ministériel du 26 février 2020 portant nomination de Monsieur Philippe GRAMMONT, directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement de La Réunion ;

**VU** l'arrêté n°275 du 1er février 2023 portant délégation de signature à M. Philippe GRAMMONT directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement de La Réunion ;

**VU** la décision n°DEAL/DIR/MIPIL-2023-N°01 du 13 février 2023 portant subdélégation de signature à certains agents placés sous l'autorité du directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL) ;

**VU** le mémoire en réponse de la société G2A, en date du 15/09/2021, suite à l'avis délibéré de la MRAe (document référencé P19-73-Réponse MRAe. V1 et établi par ENVIROTECH – Ingénierie de l'Environnement), relatif à l'opération d'aménagement « les jardins partagés », notamment son chapitre B.3 relatif à la gestion des défrichements ;

**VU** la demande de dérogation au régime de protection des espèces déposée par le bénéficiaire le 04 mai 2023 ;

**VU** l'avis permanent du Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel de La Réunion (CSRPN) relatif au « protocole de sauvetage des caméléons *Furcifer pardalis* présents sur une emprise de travaux », en date du 24 septembre 2020 ;

**CONSIDÉRANT** que la mise en œuvre de ce protocole se fait dans l'intérêt de la protection du caméléon *Furcifer pardalis* ;

**CONSIDÉRANT** l'absence d'autre solution satisfaisante ;

**CONSIDÉRANT** que la présente dérogation ne nuira pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations de l'espèce concernée dans son aire de répartition naturelle ;

**CONSIDÉRANT** que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir le respect des conditions, fixées au 4° de l'article L.411-2 du code de l'environnement, de délivrance de la dérogation aux interdictions édictées pour la conservation des espèces animales sauvages et des espèces végétales non cultivées ;

**CONSIDÉRANT** que l'objet de la présente demande de dérogation porte exclusivement sur l'espèce *Furcifer pardalis* ;

**CONSIDÉRANT** que toute atteinte à des espèces protégées autre que *Furcifer pardalis* n'est pas autorisée dans le cadre du projet d'aménagement « Les Jardins Partagés » sur la commune du Tampon ;

## A R R Ê T E

### **ARTICLE 1er : IDENTITÉ DU BÉNÉFICIAIRE**

Le bénéficiaire de la présente dérogation est la Société T.P.L., représentée par son Directeur général, Mr Francis LAVALLE, sis 117 allée de Montaignac, 97427 L'Étang Salé.

### **ARTICLE 2 : NATURE DE LA DÉROGATION**

Dans le cadre du projet d'aménagement "Les Jardins Partagés" sur la commune du Tampon le bénéficiaire est autorisé à déroger aux interdictions suivantes :

Destruction ou enlèvement des œufs,  
destruction, capture ou enlèvement, transport de spécimens  
d'espèces de reptiles terrestres protégées, le Caméléon Panthère (*Furcifer pardalis*)

### ARTICLE 3 : PÉRIMÈTRE DE LA DÉROGATION

La dérogation porte sur l'emprise des travaux relative au projet d'aménagement "Les Jardins Partagés" sur la commune du Tampon, représentée ci-dessous :

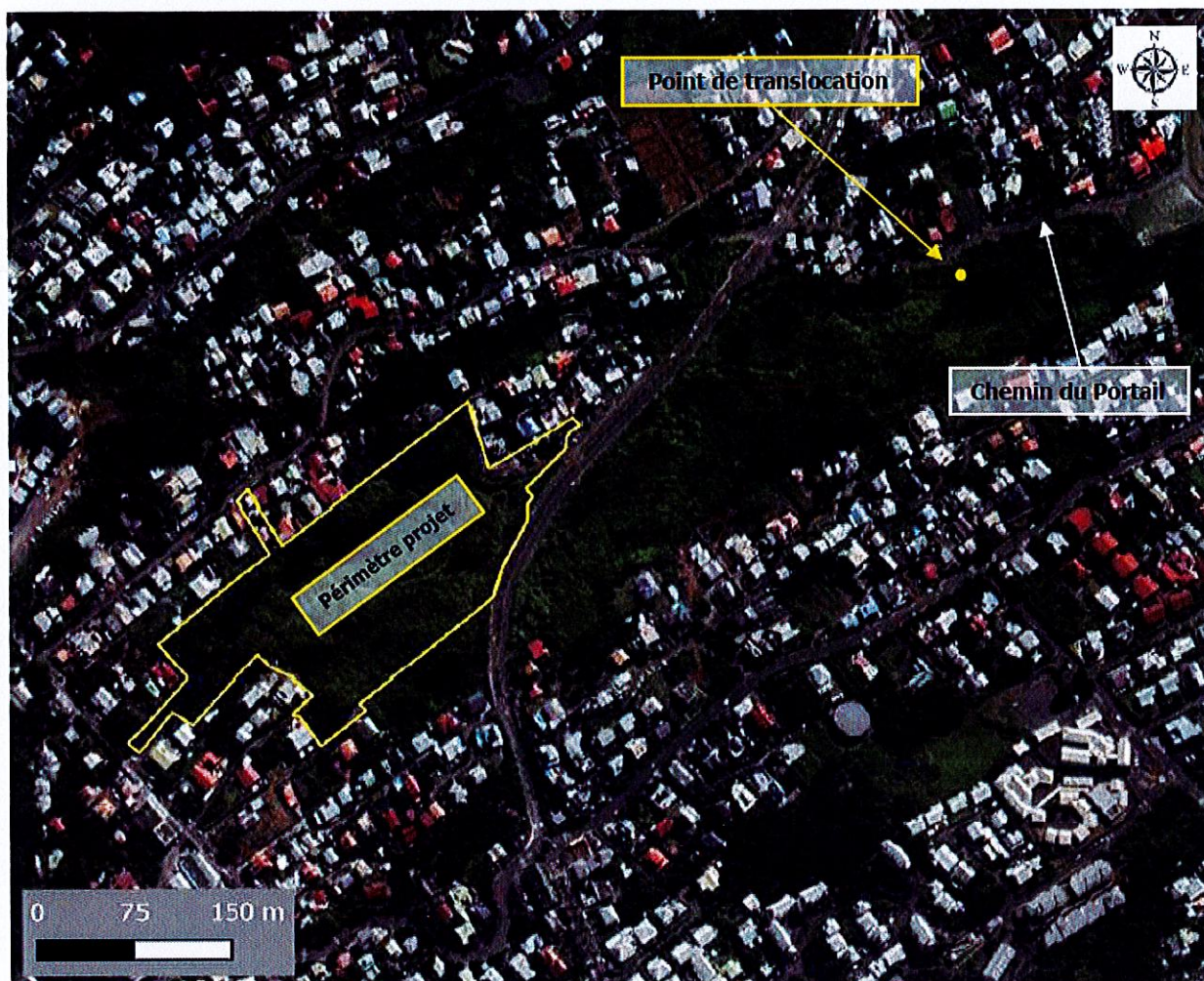


Figure 1: Périmètre du projet et point de translocation

### ARTICLE 4 : MESURES DE RÉDUCTION

MR1 : Adapter le protocole de défrichage, le stockage temporaire des déchets verts et limiter les nuisances envers la faune dont le caméléon panthère

Cette mesure consiste à sauver les caméléons sur lesquels pèse une menace immédiate liée au chantier.

Après avoir préalablement tenté l'effarouchement, le mode opératoire de déplacement d'individus est le suivant :

- déplacement du support, si possible (branche avec l'espèce dessus)
- à défaut, capture manuelle soigneuse des individus, en utilisant un tissu ;
- placement des individus capturés, séparés les uns des autres, dans une boîte fermée (opaque) avec un couvercle, aérée et à température ambiante ;
- les individus sont déplacés vers un site de translocation, tel que présenté sur la photo de localisation de l'article 3 :

- à proximité des zones de prélèvement (pas de maintien en captivité plus d'une heure), mais à une distance du site de ramassage permettant d'éviter un retour (au moins 300 m) ;
- semblable au milieu dans lesquels les individus ont été prélevés ;
- choisi en fonction de l'absence de travaux en cours ou à venir (selon les informations disponibles) sur le secteur envisagé.

MR2 : Réduction des impacts sur l'avifaune forestière protégée

Les travaux d'ouverture des emprises et les travaux de débroussaillage ne sont réalisés qu'**entre les mois d'avril et d'août inclus**. En absence de dérogation au régime de protection d'oiseaux forestiers indigènes présents sur le site, aucune intervention sur la végétation ligneuse n'est autorisée après le 1<sup>er</sup> septembre et jusqu'au 31 mars.

Un inventaire faunistique est réalisé par un écologue sur et aux abords des emprises de travaux avant le déboisement. En cas d'absence d'observation de nids, les travaux sont opérés dans un délai de 5 jours suivant le passage de l'expert. À défaut d'avoir pu réaliser l'abattage dans ce délai un nouveau repérage sera nécessaire.

En cas de découverte de nid occupé, l'écologue est informé immédiatement ainsi que la DEAL Réunion. Il est procédé à une mise en défends sur 10 m autour du nid. La réalisation des travaux est reportée (ou les travaux sont interrompus, s'ils ont débuté) dans l'attente de l'éclosion des œufs et de l'envol des oisillons.

MR3 : Réduction des impacts sur l'avifaune marine protégées

Les travaux sont principalement réalisés de jour. Les travaux opérés de nuit sont effectués en dehors de la période d'échouage massif de l'avifaune marine.



Prévisionnel des périodes d'échouage massif

	2020		2021		2022		2023		2024		2025	
	Période	nb jours	Période	nb jours	Période	nb jours	Période	nb jours	Période	nb jours	Période	nb jours
<b>Janvier</b>	du 21 au 31	10	du 06 au 15	10	du 06 au 15	10	du 15 au 24	10	du 08 au 17	10	du 21 au 04/02	15
<b>Février</b>	du 21 au 2 mars	10	du 04 au 13	10	du 01 au 10	10	du 12 au 21	10	du 06 au 15	10	du 24 au 28	5
<b>Mars</b>	du 19 au 29	10	du 11 au 15	5	du 01 au 05	5	du 20 au 24	5	du 01 au 05	5	du 01 au 05	5
<b>Avril</b>	du 18 au 28	10	du 09 au 23	15	du 16 au 30	15	du 12 au 26	15	du 8 au 22	15	du 16 au 30	15
<b>Décembre</b>	du 09 au 19	11	du 01 au 10	10	du 15 au 24	10	du 08 au 17	10	du 01 au 10	10	du 14 au 23	10
<b>TOTAL</b>		51		50		50		50		50		50

Les éclairages sur site en phase travaux puis en phase d'exploitation respectent la charte Nature&Nuit, consultable sur le site <https://www.natureetnuit.re/>

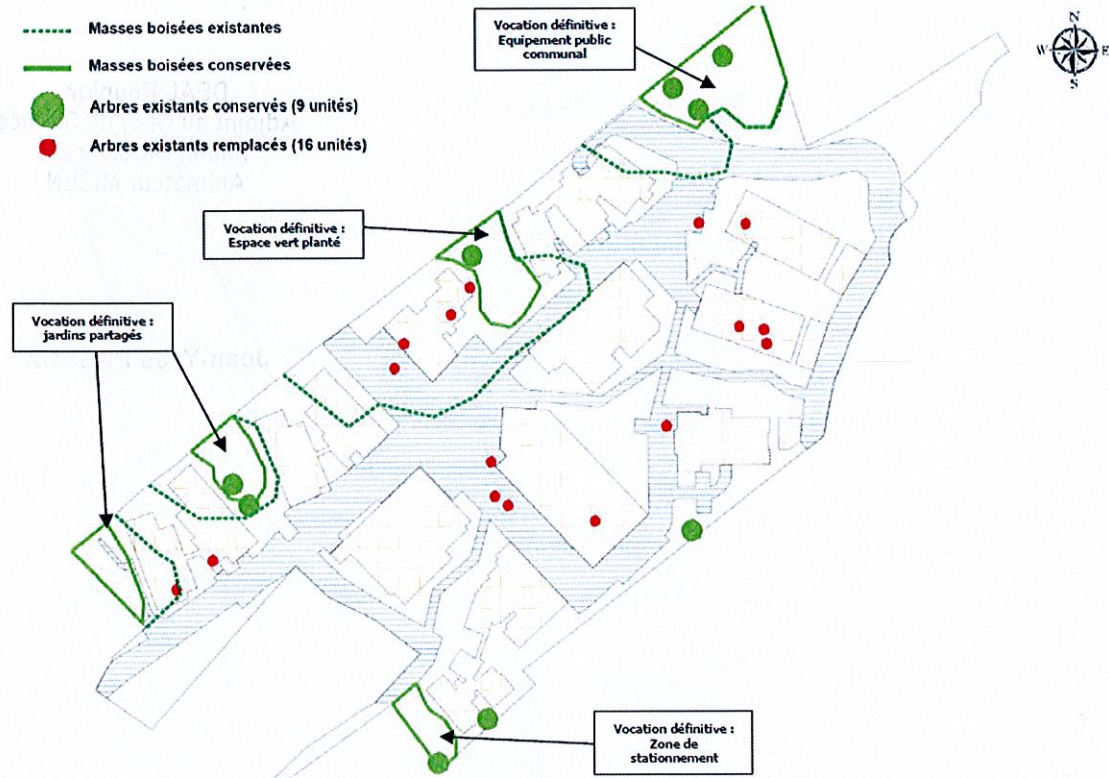
La validation des fiches techniques et de l'étude d'éclairage est soumise à l'avis de la SEOR.

## ARTICLE 5 : MESURES D'ACCOMPAGNEMENT

Un coordinateur environnemental assure une prospection sur et aux abords de la végétation dans les 5 jours qui précèdent le début des travaux afin de s'assurer de l'absence d'espèce protégée.

Les arbres qui seront abattus dans le cadre des travaux sont observés avec attention pour s'assurer de l'absence de chiroptères (*Taphien de Maurice*, *Taphozous mauritanus*).

**Figure 6 : Localisation des arbres et masses végétales**



En cas de découverte d'une espèce protégée autre que *Furcifer pardalis*, les travaux sont immédiatement interrompus et la DEAL est informée sans délai.

Un écologue spécialisé assure les missions d'accompagnement écologique pour le chantier.

## ARTICLE 6 : DURÉE DE LA DÉROGATION

La dérogation à l'interdiction d'atteinte à l'espèce protégée Caméléon Panthère (*Furcifer pardalis*) est valable 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

## ARTICLE 7 : Modalité de suivi et information des services de l'Etat

La DEAL Réunion est tenue informée du calendrier d'exécution de l'opération et le cas échéant, de la date de démarrage des travaux.

Les modalités de suivi consistent en la tenue d'un tableau indiquant le n° d'ordre, l'horodatage de la capture et du relâché, les localisations de la capture et du relâché.

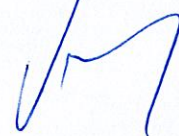
Un compte-rendu est adressé au service Eau et Biodiversité de la DEAL Réunion dans un délai de huit jours après la fin de l'opération.

## **ARTICLE 8 : EXÉCUTION**

La secrétaire générale de la Préfecture de La Réunion, le Directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement de La Réunion, et les agents commissionnés et assermentés à cet effet, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

pour le Préfet et par délégation,

DEAL Réunion  
Adjoint au Chef de Service  
Eau et Biodiversité  
Animateur MISEN



Jean-Yves PESEUX

Délais et voies de recours : La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Préfet de La Réunion et d'un recours hiérarchique auprès du ministre en charge de l'écologie. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible à partir du site internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.